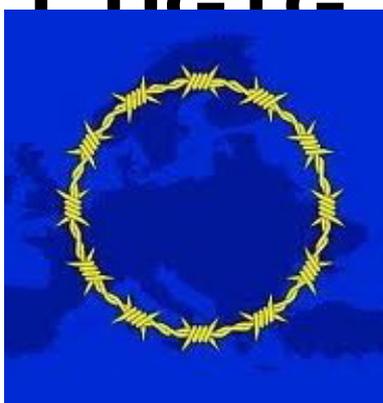


<http://ugtg.org/spip.php?article1512>



La bataille solidaire continue contre le mandat d'arrêt européen : Représentant L'UGTG Gaby Clavier était au Pays Basque



Date de mise en ligne vendredi 15 juillet 2011

Date de parution 1 juillet 2011

- Actualité -

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés



Aurore Martin réapparaît à Biarritz enveloppé plus de 2.000 personnes

Arantxa MANTEROLA,

Lorsque, après le dernier bertso Barroso Odei d'inviter "qui a été dans le regard d'ombre, à la lumière dernière," Aurore Martin est apparu sur scène, le rugissement impressionnant d'applaudissements que fut accueilli par des centaines de personnes présentes hier à Halle d'Iraty pourrait bien être assimilé à une basse altitude des avions à propos d'atterrir sur la piste de l'aéroport à proximité de Biarritz.

En fait, sa présence possible à l'événement a été quelque peu surprenant puisque le très militant de Batasuna avait annoncé il y a quelques jours, son intention de retourner à la vie publique après sept mois de la retraite obligatoire.

Face à la chaleur du moment et soutenu par plus de soixante personnes, des représentants élus des mouvements politiques et sociaux à travers Euskal Herria et l'État français qui étaient sur la scène, le soutien a pris zuberotarra le lutrin.

Les premiers mots furent pour remercier tous les individus et les groupes au cours de ces mois ont pris en charge. « Cette solidarité m'a aidé à supporter tous ces mois », at-il dit.

Martin décrit plusieurs raisons pour son retour. L'un d'eux placés dans "l'espoir qui renaît en Euskal Herria", et comme preuve déclaré les derniers résultats de Bildu : "Il ya maintenant une représentation politique après des années de proscription. Il est de faire un changement et mon retour est d'être une contribution à la construction de ce changement. Je suis un militant politique actif responsable de mes actes. Je suppose que je suis, ce que je pense et ce que je fais » at-il dit.

La meilleure garantie

Il a ajouté que le soutien a également pour "massive et plurielle" Euskal Herria dans et en dehors de ce qui, à son avis, « est la meilleure garantie" d'encourager leur retour.

Immédiatement après, cependant, a reconnu le risque d'être remis à la Haute Cour en vertu de la demande de mandat d'arrêt européen a accepté par la Cour de Pau et ratifiée par la Cour de cassation (Cour de cassation

française) en Décembre.

Cependant, a dit qu'il a gagné une bataille politique importante pour être en mesure de "dépasser le débat sur la nationalité » dans l'application du dispositif du mandat d'arrêt, une réalisation qui a abouti à « l'aide totale donnée aux huit militants de Segi" Izpura immobilisé et qui sont maintenant en prison, après avoir été livré à Paris.

Mais sans doute le coeur de son message que l'appel a été lancé à l'ensemble d'Euskal Herria. "Ces derniers mois Ipar Euskal Herria a généré un mouvement large et diversifié. Cette forte dynamique a démontré son potentiel avec les différentes initiatives, des discussions et des démonstrations qui ont eu lieu. Il étendit ses pensées, exigences et défis. Il est temps de perpétuer cette dynamique qui a suscité un enthousiasme et d'espoir fertiles entre nous ", a-t-il dit.

Un mur populaire

Partant de ce constat, le militant nationaliste a étendu cette façon de travailler l'ensemble de l'Euskal Herria : "A partir de là que j'appelle : nous pensons qu'une politique dynamique active pour surmonter l'imposition des deux Etats. Ville par ville, quartier par quartier, le respect de l'histoire et les modes d'action de chacun. Construire un mur pour arrêter la répression et l'imposition populaires, je reçois la légalisation complète des partis, pour arrêter les descentes de police, de la torture. Un mur pour arrêter le chantage, les traitements cruels et les violations des droits subies par les prisonniers politiques. Un mur qui se termine par la dispersion, qui réalise la libération des prisonniers malades et ceux qui ont purgé leur peine ", at-il dit.

Avant de terminer son discours en disant avec insistance que « l'avenir est le nôtre, Gora Euskal Herria askatuta !" Aurore Martin a déclaré catégoriquement que, selon lui, "c'est l'étape d'Euskal Herria. Parmi tous les possibles. Je crois en notre force. Unissons-nous. "

Accompagné par des acclamations et des applaudissements, les nationalistes aile militante a pris un siège entre le sénateur-maire de Biarritz, Didier Boroira et élus indépendance de la Corse de l'Assemblée, Jean-Guy Talamoni l'accueil chaleureux, au cours de laquelle Martin avait de réelles difficultés à retenir son émotion.

Les performances des deux musiciens qui a fourni plusieurs pièces zuberotarras d'accueillir son compatriote, le calme l'agitation dans la salle pour l'événement pourrait aller de l'avant.

Il a été président de la Ligue des droits de l'homme qui parlait aide de l'Etat français à travers une vidéo, s'excusant de n'avoir pu assister à cause d'un accident domestique. Dans son allocution, a rappelé le cas Toubiana Michel Martin et les raisons pour lesquelles votre organisation a pris en charge. Sa plainte, cependant, sont allés au-delà de la procédure du mandat d'arrêt européen en exposant la situation de violation des droits civils et politiques se répand.

Il a déclaré sans ambages que l'Audiencia Nacional est une juridiction d'exception autant que les Espagnols insistent sur lui refusant "déploré" la criminalisation générale qui sont les parties soumises et des associations "et s'est félicité de la possibilité qui a été« une partie importante de La société basque à exprimer leurs préférences par le biais des élections Bildu, après des années de ne pas être capable de le faire. "

Toubiana a également abordé l'Etat français qui a dit que « la liberté ne négocie pas" et a exprimé l'espoir à Paris pour ne pas exécuter la décision d'appliquer le mandat d'arrêt européen Aurore Martin.

La bataille continue

Après les interventions brèves Martine Mailfert (NPA Bayonne), le sénateur Vert Alima Boumedienne et **du représentant syndical UGTG de Guadeloupe, Gaby Clavier**, un porte-parole du Collectif contre le mandat d'arrêt européen et défendre les droits civils et politiques, Anaiz Funosas pris la parole pour souligner que, « malgré les progrès réalisés, les combats se poursuivent, notamment pour les Etats français et espagnol sont impliqués dans la résolution du conflit politique qui garantit la participation des citoyens."

Funosas a déclaré que le cas d'Aurore Martin a révélé « l'utilisation politique des deux Etats font des lois d'urgence » à utiliser contre les « citoyens de plus en plus réagir."

Le porte-parole a réitéré que le groupe "va refuser la livraison de Martin » et la lutte pour le respect des droits politiques, quelque chose qu'il considère comme « essentielles dans la construction d'un processus démocratique de résolution du conflit politique en Euskal Herria ».

Le parti a suivi l'acte politique, et cette fois, le bruit des bandes a été confondu avec l'appareil.

Lois spéciales du conflit basque et la résolution d'un débat

Un des faits saillants de la journée ont été les deux tables rondes organisées, la première sur les lois d'urgence et des libertés démocratiques et la seconde, et l'après-midi sur la résolution des conflits politiques basques. Deux thèmes forts qui suscitaient l'intérêt des participants. Pas pour rien que l'essence du problème qui, au-delà des événements d'hier ont porté toute la dynamique de la dénonciation de ces derniers mois.

Ainsi, les deux débats ont été suivis par un public attentif qui a rempli la salle de conférence, en particulier dans l'après-midi. Dans la première, les avocats Iratxe Urizar et Amaia Rekarte présenté les détails des tribunaux spécialisés (Haute Cour de l'Etat espagnol et la section 14 ème à Paris) et le dispositif du mandat d'arrêt et son application à Aurore Martin et militants basques arrêtés ou détenus l'Etat français. Patrick Baudoin, président de la FIDH a souligné l'utilisation et l'histoire d'abus de la lutte contre le « terrorisme » pour établir et appliquer des mesures pour réduire les libertés.

Dans l'après-midi, Véronique Dudouet Berhof Institut, Theresa Ruane du Sinn Féin, Xabi Larralde de Batasuna, Rivers Paul Lokarri bombardé des expériences, de clarifier et a souligné les « conditions essentielles » pour une expression violente des conflits rend la voie à une résolution finale. La base sur laquelle tous d'accord, sont la reconnaissance de l'existence d'un conflit de caractère, l'acceptation d'une solution démocratique et la participation de la société civile.

AM